

*Les Amis des Moulins 61*



*Rainville et la Forge de Longny au Perche.*

## Nous vous remercions de prendre en considération les remarques ci-dessous.

### Energies renouvelables :

**C.5 - Autres potentiels** En complément de ces principales filières, il est à noter quelques installations de pompes à chaleur sur nappe d'eau et de quelques installations micro-hydrauliques sur le territoire. La donnée n'étant pas satisfaisante, il est difficile de quantifier la production générée par ces installations en sachant qu'il existe des fluctuations avec des restaurations - **notamment de moulins** - et des installations qui sont actuellement à l'arrêt (centrale hydroélectrique de l'usine Abadie au Theil dont le potentiel énergétique subsiste).

**ADM 61** Nous pensons que, compte tenu qu'il s'agit d'un projet 2017/2042, une place plus importante à l'hydroélectricité devrait être développée dans un programme plus engageant. La redécouverte récente de cette énergie propre sans émission de CO2, discrète donc parfaitement adaptée au paysage percheron se doit d'être aujourd'hui mise plus en avant ;

### Nous proposons :

**\*« Hydroélectricité, Privilégier la recherche de solutions locales, associer l'ensemble des acteurs à la concertation (élus de la commune, syndicats de rivière, entreprises, associations, propriétaires de moulins et d'étangs et propriétaires riverains). »**

### Eoliennes :

**c)** Installations dans le Perche Il n'existe actuellement aucune éolienne d'une hauteur supérieure à 12 mètres sur le territoire du Perche ornaïs mais il est cependant à noter la présence de quelques installations récentes de micro-éoliennes au sol notamment au Gué-de-la-Chaine ou sur le toit des maisons d'habitation notamment à Maison-Maugis ou Saint-Hilaire-le-Châtel (inférieures à 5 kws). Un projet de Zone de Développement Eolien (ZDE) sur les communes de Saint Maurice-lès-Charencey, Moussonvilliers, Normandel et Beaulieu a, durant quelques années, été d'actualité mais la loi ayant mis fin à ces zones, ne subsiste actuellement qu'un projet de 3 à 4 éoliennes pour une puissance développée de 10 MW sur les communes de Saint-Maurice-lès-Charencey et Moussonvilliers.

**Ou**

**A.3 - Charte éolienne de l'Orne** (juin 2006). La Charte doit permettre une cohérence départementale et servir de référence pour l'ensemble des projets d'implantation d'éoliennes dans l'Orne. Elle s'applique donc aux projets d'aménagement de site éolien en accompagnant et en complétant les obligations réglementaires par des

préconisations - non opposables aux tiers - dans l'objectif d'apporter le cadre d'un volet qualitatif paysager et environnemental.

**ADM 61** : Il est souhaitable de mettre en avant la pollution incontournable des installations d'éoliennes ; en effet, la quantité de Béton ferrailé est de minimum 600 M3 par pied d'éolienne ;

**Nous proposons :**

***\*Une étude de pollution des sols, des sous sols et des nappes phréatiques devra être faite avant tout projet d'installation et remise au préfet ainsi qu'une information à la population avant demande d'autorisation.***

**Zones humides**

**C.2** - Favoriser un développement contribuant à lutter contre la régression des espaces naturels, agricoles et forestiers afin de préserver les territoires. La lutte contre la régression des espaces naturels, agricoles et forestiers est l'occasion de mener une réflexion sur le développement et son organisation en vue de rechercher les dispositions contribuant à l'atteinte de cet objectif essentiel.

***Ou, et,***

**B.3** - Préserver la ressource et la fonctionnalité des milieux aquatiques

**ADM 61** : En droit français, les zones humides sont protégées par le code de l'environnement ; l'Article L211-1 les définit d'intérêt général dans le cadre de la gestion durable et équilibrée de l'eau. La définition est très générale mais le conseil d'état en 2017 a été plus précis en ce qui concerne les critères « plantes hygrophiles et « sol » pour qualifier une zone humide se doivent d'être cumulatifs, les zones humides du perche ornaies sont en régression et nous devons y être attentifs.

**Nous proposons :**

***Toutes les zones humides sans distinction devront être repérées et protégées ; chaque parcelle pourra y être déclarée à la commune du site par son propriétaire. Un expert local nommé par la collectivité se rendra sur place et validera ou non cette demande.***

**Adresse :**

***Pour le Bureau de l'Association***

***« Les Amis des Moulins 61 »***

***André QUIBLIER***

***Le moulin de Rainville***

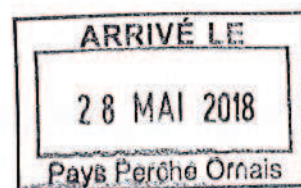
***Longny au perche***

***61290 longny les Villages***

***Tel 06 72 78 34 21***

***Courriel adm61@orange.fr***





Aux Commissaires enquêteurs

Objet : Avis de Perche Avenir Environnement, enquête publique concernant le SCOT du Pays du PERCHE ORNAIS

Notre association crée il y a une quinzaine d'années, a pour objectif la prévention à court, moyen et long terme de tout type de pollution et d'atteinte à la qualité de l'environnement du PERCHE, et au delà la protection de la santé de ses habitants. Nous sommes tout particulièrement sensibles à la préservation de la quantité et de la qualité des ressources en eau et au maintien de leurs critères de potabilité en vue de la consommation humaine.

Notre association a étudié les différents dossiers concernant l'enquête publique, nous avons particulièrement porté nos remarques sur le projet de DOO.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), est un document de planification à l'échelle d'un bassin de vie. Il vise à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles notamment en matière d'urbanisme, d'habitat, de déplacements et d'équipements commerciaux, dans un environnement préservé et valorisé (préservation des ressources naturelles, réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de l'énergie et développement des sources renouvelables, préservation) et de remise en bon état des continuités écologiques.

Le document d'orientation et d'objectifs (DOO) : c'est la mise en œuvre du PADD. Il détermine les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers.



Le SCOT prend en compte le SRCE (schéma régional de cohérence écologique). La partie opposable se trouve dans le DOO.

Le Document d'Orientation et d'Objectifs constitue la dernière pièce du Schéma de Cohérence Territoriale et permet, à l'issue de l'élaboration de la stratégie politique dans le PADD, de traduire réglementairement les orientations et objectifs du projet de territoire sous la forme de prescriptions, dispositions et attentes.

Dans la mesure où les prescriptions et dispositions du Scot doivent servir à l'élaboration concrète des PLUi, **il nous semble primordial de rappeler que ces prescriptions doivent être précises et reposer sur un vocabulaire technique habituellement utilisé en urbanisme** de façon à permettre une bonne compréhension des enjeux par les partenaires et les élus du territoire.

Le Scott s'imposant dans des relations de compatibilité, notamment aux documents de programmation sectoriels comme les plans locaux d'urbanisme intercommunaux, et aux opérations foncières et d'aménagements les plus importantes, il importe donc qu'il détermine avec suffisamment de précision les orientations qui s'imposeront à ces documents et à ces décisions publiques, en particulier la nécessaire préservation des espaces agricoles forestiers (réponse ministérielle numéro 59 000 JOAN Q, 17 septembre 2001 page 5333.)

Le décret du 9 juin 2004 clarifie la situation en rendant opposable aux autres normes et décisions deux éléments seulement du SCOT :

**1. le document d'orientation générale**

**2. et les documents graphiques dont il est assorti.**

Or il ressort que les documents graphiques ne sont pas suffisamment accessibles. Ce point a d'ailleurs été signalé par le Parc naturel régional du Perche.

Nous ne reprendrons pas le détail des 12 Axes du DOO.

Nous aborderons chaque Axe en fonction des observations précises ou des adaptations que nous souhaiterions voir apporter aux dispositions envisagées.

**AXE 2 : Orientations relative à la prévention des risques, des pollutions et des nuisances :**

Nous notons avec intérêt l'intégration dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux de l'Atlas des zones inondables (AZI) réalisé par la DREAL Normandie et recommandée par le SCOT. En ce qui concerne la prévention des risques inondation. Il semble important d'intégrer des procédures de cultures le long des routes qui **permettront d'éviter les débordements dans les fossés et sur les routes du territoire consécutifs à une exploitation agricole au plus près des limites de parcelles.**

Des ajustements sont à envisager en vue d'adapter la connaissance issue de modélisations en lien notamment avec la topographie et pouvant occasionner un



décalage sur le terrain (échelle d'interprétation) ou des erreurs. La prise en compte de cette donnée permet de compléter l'intégration de l'aléa sur les communes non concernées par le PPRi de l'Huisne ; les PLU(i) devront adapter la réglementation applicable aux caractéristiques de la donnée ou de son actualisation, ne pouvant ainsi être plus restrictif qu'un PPRi en l'absence d'études spécifiques sur le terrain.

### **-Prévenir les nuisances et intégrer la gestion des pollutions :**

Il ne nous semble pas que les nuisances sonores soient les nuisances principales existant sur le territoire.

Il est essentiel de garder la mémoire des sites et sols « pollués » à travers une cartographie opposable en lien avec les classements opérés en Coderst, notamment la cartographie des servitudes d'utilité publique.

Tout comme il est économiquement, et du point de vue environnemental, nécessaire de permettre - si possible - une réutilisation des sites « pollués » à des fins énergétiques ou de site en transfert d'affectation suite à changement d'activité ou fermeture :

**C'est l'exemple du projet photovoltaïque sur le territoire du CET de Colonard Corubert en attente depuis des années.**

### **AXE 3 orientations relatives à la gestion économe des espaces :**

Dans l'objectif de lutter efficacement contre l'étalement urbain, il nous semble important de s'appuyer sur les hameaux et d'utiliser de manière efficiente les surfaces mobilisables en COS à l'intérieur des principaux hameaux afin d'éviter la création de nouveaux hameaux et accentuer ainsi le mitage du territoire (loi SRU).

### **AXE 4 -Protection des espaces agricoles naturels et urbains :**

A- Il nous semble tout à fait légitime de préserver les patrimoines-sites et espaces-naturels, agricoles ou urbains comme support du développement territorial durable. A cet effet, les documents d'urbanisme devront assurer la préservation des espaces agricoles en tenant **compte de la nature des sols et de la valeur agronomique des terres**. Ce dernier aspect nous semble essentiel dans la mesure où il devrait aboutir à des pratiques typiques culturelles respectueuses de l'environnement afin de bannir progressivement de l'agriculture l'utilisation d'intrants chimiques.

B- Afin de fixer les modalités de protection contribuant à la préservation des espaces naturels nécessaires à la biodiversité, le SCOT recommande la mobilisation des outils offerts pour préserver ou remettre en état les continuités écologiques (éléments de paysage, espaces...

**B.4 - Préserver les milieux supports caractéristiques contribuant au maintien de la biodiversité et des continuités. Le travail sur le zonage dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme.**



Le SCOT préconise une préservation du linéaire de haies, des arbres remarquables et haies à enjeux à partir des recommandations (options à privilégier) suivantes : il nous apparaît en effet primordial de soumettre à déclaration préalable l'arrachage des haies à enjeux identifiées par un classement en éléments du paysage, **avec contrôle local renforcé conformément à la procédure en ligne sur le site de la Préfecture de l'Orne (à performer).**

L'identification suite à des inventaires participatifs réalisés sur la base d'une méthodologie concertée aboutissant nécessairement à un résultat homogène est très fortement préconisée ; comme cela a été pratiqué à Colonard Corubert et dans la région de Flers par une association.

Instituer en normes obligatoires les compensations **(longueurs et rôles similaires des fonctionnalités des haies eu égard à la nature du sol en cas d'autorisation de défrichement afin de reconstituer des peuplements forestiers ou boisés, dans le but de ne pas faire disparaître la destination initiale des sols.**

Dans le même esprit Interdire les coupes et travaux conduisant à une destruction des éléments ponctuels référencés (arbres ou éléments isolés, ordinaires et remarquables) et nécessitant une identification spécifique à réaliser lors de l'inventaire des haies à enjeux

Et enfin, Mettre en place progressivement une gestion collective et spatiale des haies.

**Instituer en caractère impératif le respect des réglementations et du suivi de ce respect.**

**Voir les mesures d'instruction prévues sur le site de la préfecture et faciliter leur divulgation auprès des parties prenantes (haies et défrichement).**

## **AXE 5 - Orientations relative à la préservation des ressources.**

A- Il paraît bien évidemment nécessaire de préserver durablement les ressources naturelles.

B - Intégrer dans un principe de compatibilité les orientations et dispositions des documents de planification dans le domaine de l'eau

B.1 - Il est fondamental du point de vue de la santé publique de :

- Préserver la qualité par une prise en compte globale de l'eau : ainsi le SCOT dans le cadre des obligations de compatibilité et de prise en compte, intègre les orientations et objectifs des SDAGES, SAGE et PGRI relatifs à la gestion quantitative et qualitative de l'eau

- Offrir une eau potable de qualité à l'ensemble des habitants.



Et surtout de Protéger la ressource (nombre de forages) et améliorer la protection des captages (mise en sécurité et zonages adaptés avec un processus d'accélération du classement des captages en CODERST.

S'il paraît légitime de Mettre en œuvre les conditions contribuant à l'atteinte des objectifs réglementaires sur le traitement, les rejets et le suivi des dispositifs d'assainissement (individuels ou collectifs ), il nous paraît tout aussi essentiel d'assurer **le suivi des installations classées protection de l'environnement, notamment poulaillers industriels, porcheries, fermes d'élevage eu égard à l'utilisation de la ressource en eau.**

**L'objectif d'améliorer la collecte des effluents et le rendement des réseaux** doit être mis en œuvre dans les meilleurs délais afin d'éviter la perte de la ressource.

Dans le même souci il paraît essentiel de collecter les eaux de pluie.

Et encourager et promouvoir absolument la mise en place de schéma des eaux pluviales.

Recommandations : Ces tendance ou options sont à privilégier avec portée normative.

Le SCOT préconise enfin la mise en place d'objectifs spécifiques obligatoires sur la valorisation des eaux pluviales dans le cadre de l'aménagement de zones à urbaniser (traitement / collecte).

### B.3 - Préserver la ressource et la fonctionnalité des milieux aquatiques :

L'enjeu de la constitution d'une Trame Verte et Bleue (l'eau) s'inscrit dans la préservation de la biodiversité, aux travers des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques dont le DDO recommande et préconise très fortement la mise en œuvre.

L'amélioration de la qualité des cours d'eau, bandes enherbées, ripisylves, zones humides, bois et forêts... sont des milieux qui filtrent les molécules polluantes, les intrants agricoles, hydrocarbures et métaux lourds transportés par les eaux pluviales... ;

#### **Il convient ainsi de :**

- Contribuer à la préservation des dispositifs végétalisés et des haies le long des cours d'eau (discontinuités ou ruptures à combler dans le cadre de plantations)

- Contribuer à une réappropriation locale de l'eau dans le paysage (accessibilité, entretien...patrimoine)

#### **-Concernant les milieux aquatiques, il est fondamental de :**

- **Améliorer** la connaissance des milieux dans le cadre d'inventaires (zones humides, zones d'expansion des crues ou têtes de bassin notamment)



- **Appliquer des règles adaptées** à la protection des zones humides, têtes de bassin ou espaces de mobilité des cours d'eau (recommandation complémentaire sur les milieux aquatiques / espaces de biodiversité)

- **Préserver**, restaurer et entretenir la fonctionnalité des milieux aquatiques,

- **Eviter, réduire puis compenser** les impacts sur les milieux aquatiques,

- **Limiter et encadrer** la création des plans d'eau Recommandations (tendance ou options à privilégier). Le SCOT encourage, en cohérence avec les documents cadres dans le domaine de l'eau, l'acquisition foncière pour protéger et restaurer les têtes de bassins et zones humides, notamment sur les espaces sensibles.

## **AXE 12 -orientations relatives aux performances environnementales et énergétiques :**

Développement des circuits courts et des marchés d'intérêts locaux.

A – Il paraît essentiel d'amorcer une transition énergétique axée sur la maîtrise des consommations et la production locale d'énergie.

A.2 - Œuvrer pour la maîtrise de l'énergie et l'économie des ressources fossiles

-Encourager et permettre l'implantation de dispositifs d'énergie renouvelable sur les bâtiments communaux, agricoles ou dédiés à l'artisanat ainsi que sur ceux présents dans les zones économiques.

**Recommandations :** Une attention particulière devra être observée dans les dispositions des PLU(i) sur l'implantation des dispositifs renouvelables afin de ne pas banaliser ou dénaturer l'architecture et le patrimoine bâti par des installations inesthétiques ; cet aspect devra être adapté aux caractéristiques du bâti et à son environnement. **Mais ces dispositions ne doivent pas occulter l'urgence de notre situation au regard du réchauffement climatique, et doivent relativiser grandement toutes ces notions d'inesthétique.**

A.3 - Promouvoir le développement de projets et initiatives en faveur du développement des énergies renouvelables

Recommandations (tendance ou options à privilégier). Le SCOT souhaite valoriser la filière bois-énergie pour reconstituer le « maillage bocager » et ainsi tirer bénéfice des nombreux atouts pour l'environnement de l'arbre et de la haie.

- **Interdire l'implantation au sol de dispositifs d'énergie renouvelable (centrale solaire photovoltaïque notamment) sur des espaces naturels et agricoles.**

- **Autoriser l'implantation au sol de dispositifs renouvelables sur des surfaces considérées comme non valorisables ou artificialisées (sites pollués, friches, anciens parkings...**



## **Pourquoi des projets comme le CET de Colonard n'arrivent-ils pas à être mis en place ?**

- Promouvoir une valorisation énergétique vertueuse et respectueuse des "ressources" du territoire, sans impacts connexes majeurs sur les espaces agricoles et naturels.
- Développer les énergies renouvelables en donnant la priorité aux dispositifs valorisant les ressources offertes localement (filères énergétiques du Perche : **biomasse**, énergie solaire).
- Favoriser l'intégration paysagère et architecturale des dispositifs renouvelables

### **Biomasse : Ce seul aspect nous paraît très insuffisant pour encadrer les projets de méthanisation :**

Dans la mesure où les principales formes de l'énergie de biomasse d'une part des biocarburants pour le transport, le chauffage domestique et la combustion de bois et des déchets, il est essentiel que la filière méthanisation soit strictement encadrée en **n'utilisant que des déchets, c'est à dire sans détourner l'utilisation de ressources végétales de leur destination initiale en les transformant en sources directes d'énergie approvisionnant les méthaniseurs (comme le miscanthus qui peut entraîner un changement d'affectation des sols et de leur valeur agronomique).**

### **A.4 - Encadrer le développement des éoliennes à trop vouloir encadrer les projets d'éoliennes, « inesthétiques » ils deviennent impossible à mettre en œuvre.**

Voilà les principales remarques que notre association souhaite porter à votre connaissance.

Avant de donner un avis favorable à ce projet de DOO, nous souhaitons que nos remarques soient prises en compte afin que ce document permette de traduire réglementairement les orientations et objectifs du projet de territoire sous la forme de prescriptions, dispositions et attentes dans l'intérêt général.

Nous vous prions de croire, Messieurs et Madame les commissaires enquêteurs en l'expression de notre considération distinguée.

Jean-Paul DAVEAU

Vice-président de PAE

Jacqueline SAREM

Présidente de PAE





Janique Laudouar  
« Les Rieux » 61130 Dame Marie  
Tél : 0233836599 0608887704  
[janique75@gmail.com](mailto:janique75@gmail.com)  
@PoliticMenage



à SCOT

### Quelques suggestions et propositions complémentaires

*« Le SCOT ne doit pas être trop prescriptif de manière à respecter les principes de subsidiarité et de libre administration des collectivités ; l'idée étant de laisser une marge suffisante pour une réappropriation locale du cadre et des règles »*

Certes, mais à première lecture un ton trop « généraliste » peut éventuellement nuire à la prise de décision concrète. Ainsi :

« — Maintenir l'équilibre entre urbain et rural, entre développement urbain et renouvellement, gestion économe des sols et préservations des espaces agricoles ou naturels, conservation et restauration du patrimoine culturel, besoins en matière de mobilité », ou « - Favoriser l'accessibilité de l'emploi et maîtriser les déplacements »

est le type d'affirmation sur laquelle tout le monde peut s'accorder mais qui ne précise pas COMMENT et QUAND et avec quels moyens.

### CONSULTATION CITOYENNE

Le SCOT montre l'exemple avec une consultation accessible. Il faudrait que cette obligation de consultation puisse être inscrite dans le SCOT car nombre d'élus restent très « XXème siècle » et n'envisagent pas la consultation citoyenne, alors que les citoyens sont concernés par l'avenir de leur territoire et le fait d'y vivre dans le bien-être .

Hors des plateformes numériques facilitent cette consultation. On peut aussi noter que la député Véronique Louwagie réunit régulièrement un conseil de circonscription qui associe élus et non élus dans une réflexion sur les lois en cours.

### PROSPECTIVE

Si l'ensemble SCOT représente un travail considérable et donne lieu à un document précieux, la prospective telle qu'on peut l'appréhender en 2018 semble étrangement absente ainsi que les tendances actuelles qui peuvent concerner l'habitat, le travail, la mobilité, la vieillesse, le numérique etc.

### PRENDRE NE COMPTE LES TENDANCES DE LA SOCIÉTÉ

#### HABITAT

« Objectif du SCOT : Rompre avec l'offre actuelle de logements standardisés ne répondant pas aux besoins du territoire ou aux attentes des habitants (actuels / futurs) » Bien ! On ne vient pas dans le Perche pour vivre dans le pavillon standard d'un lotissement !

#### HABITAT PARTAGE

Sensibiliser l'ANH ou les structures chargées de l'habitat qui semblent peu au fait de ces nouvelles tendances. : partage transgénérationnel, l'habitat partagé.



TINY HOUSE : « petite maison » amovible et construite rapidement de façon économique  
Habiter à faible coût le concept de la « tiny house » se répand : qu'en est-il des autorisations de construire qui ne semble pas tenir compte de ce phénomène ?

<https://www.monde-diplomatique.fr/2017/07/BEAUGE/57674>

En matière d'habitat et de tourisme l'écologie plaît :

« Chalets de bois, « nids d'oiseau », pompe géothermique... »

L'originalité du lieu séduit d'emblée. Installé près d'une rivière, en pleine forêt, le gîte s'est agrandi d'une dizaine de chalets de bois et de six « nids d'oiseau » (de confortables cabanes perchées dans les arbres). Tous les matériaux sont recyclables. Une pompe géothermique chauffe les bâtiments et l'eau.

#### REPENSER LES SERVICES DANS L'HABITAT

« Bien plus développés aujourd'hui qu'il y a quelques années, les services à la personne dans l'habitat sont dans le viseur des grands groupes et des startups. Avec l'arrivée des nouvelles technologies, de grandes transformations sont en effet à prévoir dans les prochaines années. » (Extrait Appel à projet EDF)

### TRAVAIL

#### MOBILITE

Tendance nomade, agilité professionnelle, connectivité accrue: les nouvelles formes de mobilité sont au cœur des enjeux de la croissance.

#### FLEXIBILITE DU TRAVAIL

Selon une étude Polycom rapportée par l'Atelier BNP-Paribas sur les espaces du travail du futur, 95% des millenials considèrent que "la flexibilité du travail est de plus en plus attendue et demandée par les jeunes générations".

#### SENIOR : VIEILLIR DANS LE PERCHE

Puisque les jeunes s'en vont pourquoi ne pas **faire du Perche un Paradis pour seniors ?**

<https://www.seneoo.com/lifestyle/>

« La société renvoie l'image de vieux couples qui vont vivre ensemble jusqu'à la fin de leur vie devant la télévision, alors que souvent c'est l'inverse. Ils sont nombreux à faire de grands projets, à se séparer, à rencontrer un nouvel amour pour construire une nouvelle vie, souvent plus équilibrée que la précédente. Ils expriment le besoin de faire des choses ! »

#### OFFRIR DAVANTAGE DE SALLES DE SPORT et de COACHS SPORTIFS AUX SENIORS

LES SERVICES A LA PERSONNE : **développer la fonction de coach, d'assistant personnel etc.**

Bien développés dans le domaine du ménage on pourrait étendre ces services et surtout augmenter la compétence de ces emplois. Il faudrait un VASTE PLAN DE FORMATION A L'ECHELLE DU TERRITOIRE pour une compétence augmentée des emplois service dans les domaines de l'informatique, du bricolage, du jardinage, petits travaux, entretien du bâtiment, etc toutes tâches

Des résidences pour seniors avec services, des habitats partagés pour personnes âgées NON DEPENDANTES comme dans les pays nordiques ?



## L'AGRICULTURE. L'AGROÉCOLOGIE

*« Inscrire l'agriculture comme une composante essentielle du projet de territoire  
Permettre des évolutions adaptées aux caractéristiques de la zone agricole »*

Encore une fois c'est une affirmation de bonne volonté mais par trop généraliste et qui ne semble pas marquer une vraie volonté de passer de l'agriculture « classique » à l'agroécologie.

*« Continuer de croire qu'il faut produire plus, qu'on va nourrir la planète entière est une logique cassée »* dit un agriculteur qui vient de convertir 380 hectares en bio dans le magazine Pays du Perche

Les gens veulent consommer moins de viande et d'ailleurs de produits de qualité, de produits locaux.

## **LE PARI DU « ZÉRO CARBONE » EN 2040**

Y-a-t-il assez d'incitations dans le Perche pour accélérer la **méthanisation** ? (Aux PETR de l'indiquer). Les contraintes administratives ne sont-elles pas un frein ?

## **Les HAIES ET PELOUSES, DECHETS DES PARTICULIERS SONT-ELLES EXPLOITEES ?**

Les tarifs de l'énergie électrique deviennent prohibitifs notamment l'acheminement de l'électricité et les taxes qui doublent la facture de la consommation. « Doubler la part du renouvelable » et trouver d'autres sources d'énergie devrait être une priorité.

## **PRECONISATIONS NATIONALES**

**Du 1er février au 26 mars 2018**, Sébastien LECORNU, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, a réuni un groupe de travail multi-acteurs pour faciliter et accélérer le développement de la filière méthanisation en France, dans le cadre du plan de libération des énergies renouvelables. Ce groupe de travail a donné lieu à la publication par le Ministère de quinze préconisations relatives aux moyens attribués aux agriculteurs, à la professionnalisation de la filière et à l'accélération des procédures réglementaires pour atteindre l'objectif de production de 10% de gaz vert d'ici 2030.

Un outil existe le Méthascope », un outil de dialogue territorial

Lenteur administrative quelle proposition concrète?

« La durée de traitement des dossiers, environ 5 ans entre le dépôt et l'obtention des autorisations requises, peut être dissuasive et n'incite pas les petits exploitants, en particulier les jeunes agriculteurs, à initier un projet de méthanisation. »

Quelle concertation ?

« M. Debord intervient en indiquant que la méthanisation connaît encore un déficit de concertation et souffre parfois d'un manque de vision globale à l'échelle des territoires. »

## **METHODOLOGIE : DESIGN DE SERVICE, INTELLIGENCE COLLECTIVE,**

« Plusieurs nouvelles méthodes et disciplines ont fait leur intrusion dans l'administration ces derniers mois : le design de service le prototypage, les « start-up d'Etat » inspirées des méthodes agiles, ...

Toutes ces méthodes ont un point en commun : elle promeuvent une conception innovante des politiques et des services publics et font de l'expérimentation une nouvelle ligne directrice. »

L'innovation territoriale.

« L'innovation au pouvoir ! Pour une action publique réinventée au service des Territoires ». Tel est l'intitulé du rapport remis au printemps dernier à la ministre en charge de la décentralisation et de la fonction publique sur l'innovation territoriale. » (extrait article de Bluenove)